

# DEBOUT POUR NOS DROITS!

## OCTOBRE 2012

Russ Hiebert, député conservateur, dépose un projet de loi privé, C-377, pour obliger uniquement les syndicats à divulguer publiquement leurs états financiers. Sous prétexte d'une plus grande transparence, les conservateurs visent plutôt à affaiblir le rapport de force des syndicats vis-à-vis des employeurs et à faire croire à la population que les cotisations syndicales sont utilisées à mauvais escient.



## MAI 2013

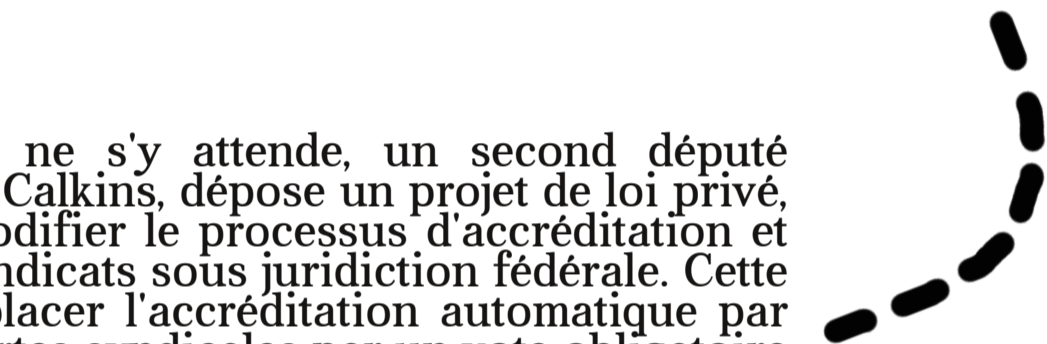
Certaines dispositions du projet de loi C-60, déposé par le gouvernement conservateur, permettront dorénavant à celui-ci de s'immiscer dans les négociations des sociétés d'Etat. Cette intrusion laisse présager un plus grand pouvoir et contrôle sur leurs activités par le Conseil du Trésor qui pourra dorénavant influencer politiquement leurs décisions.

## JUIN 2013

Sans que personne ne s'y attende, un second député conservateur, Blaine Calkins, dépose un projet de loi privé, C-525, qui vise à modifier le processus d'accréditation et de révocation des syndicats sous juridiction fédérale. Cette loi propose de remplacer l'accréditation automatique par la présentation de cartes syndicales par un vote obligatoire à majorité absolue. Pour déclencher le vote, les travailleurs et travailleuses devront avoir prouvé qu'au moins 45% des leurs souhaitent se syndiquer. Ces modifications rendront difficile l'accréditation de nouvelles unités de travail. En Ontario, une loi semblable a été adoptée en 1995, faisant chuter le taux de réussite des campagnes de syndicalisation de 82% à 68%.

## AUTOMNE 2013

Ces attaques mises en perspective soulèvent des inquiétudes parmi le monde syndical. Déjà, nous pouvons deviner la forme que prendra l'ultime coup que souhaite porter le gouvernement conservateur aux syndicats. C'est à la formule Rand qu'il oserait toucher. Plusieurs groupes de droite font actuellement pression sur notre gouvernement pour voir une législation semblable au "right-to-work" des États-Unis émerger ici et nombreux sont les politiciens qui les appuient, tel le chef du Parti conservateur en Ontario, Tim Hudak, qui a déjà annoncé qu'il s'agissait d'une priorité s'il était élu aux prochaines élections provinciales. Il va sans dire qu'une loi de ce genre serait désastreuse pour le maintien de nos conditions de travail. Pierre Poilievre, député conservateur, semble être l'heureux élu pour mener ce combat contre les syndicats. Il s'est donné comme mission de redonner la "liberté" [d'être exploité-e-s] aux travailleurs et travailleuses.



ON EST  
**TOUS**  
TOUCHÉS